

Agrivoltaïsme : un recours pour protéger les terres agricoles



Agrivoltaïsme : un recours pour protéger les terres agricoles

Communiqué de la Confédération Paysanne nationale au sujet de l'agrivoltaïsme :

En définissant chaque terme de manière la plus vague et la plus souple possible, le Gouvernement a trahi toute intention d'encadrement votée par les parlementaires.

Par ce recours, nous souhaitons obtenir l'annulation pure et simple de ce décret et contraindre le Gouvernement à prendre des mesures qui protégeront réellement les terres agricoles, pastorales et forestières de l'appétit des firmes énergétiques.

La Confédération paysanne démontre en effet qu'il ne peut pas y avoir de panneaux photovoltaïques sur ces terres sans impact négatif sur la production agricole, le pastoralisme ou les forêts.

En générant spéculation foncière, accaparement de terres et précarisation des paysan-nes, l'agrivoltaïsme est une menace pour l'agriculture, la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations.

L'examen approfondi du texte nous amène aussi à interroger la constitutionnalité de la loi APER.

Ce recours sera donc accompagné du dépôt d'une Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC) : en niant l'impact des installations photovoltaïques sur l'environnement et la biodiversité, la loi APER enfreint-elle la Charte de l'environnement ? En énonçant des définitions incohérentes pour l'agrivoltaïsme et le photovoltaïque sur terres soi-disant incultes ou inexploitées, cette loi enfreint-elle le principe de constitutionnel de clarté et d'intelligibilité de la norme ?

Alors que les gisements photovoltaïques sur les toitures et les espaces artificialisés sont largement suffisants pour répondre aux objectifs de production d'électricité renouvelable, **la Confédération paysanne récuse la notion d'agrivoltaïsme et exige l'interdiction des centrales photovoltaïques sur toutes les terres agricoles, pastorales et forestières.**

Photo : élevage de mirandaise dans les coteaux gersois